



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 26 JUIN 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille quatorze le vingt six juin à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	63

Objet de la délibération:

**Budget transports -
Avance de trésorerie**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérard, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Bernard CHILINI pouvoir à Caroline COLLOMBAT, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain BOUCHER pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à David SONNEVILLE, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Florence LEROUX pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le :

41/7/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le

41/7/2014

Le budget annexe des transports étant un service public industriel et commercial (SPIC), la gestion de sa trésorerie est donc isolée des autres budgets de la CAD qui sont des services publics administratifs (SPA).

Or, le caractère saisonnier des recettes et l'encaissement décalé de la subvention du Conseil général ne permettent pas d'assurer une trésorerie suffisante pour faire face, dans le cadre du délai légal de paiement de 30 jours qui nous est imposé depuis le 1er mai 2013, au paiement de tous nos engagements mensuels (factures, échéances de prêts, marchés...)

Ainsi, afin d'éviter, d'une part, de mettre nos fournisseurs dans des conditions difficiles concernant leur propre trésorerie et, d'autre part, le paiement d'intérêts moratoires, il est proposé, conformément à l'article R2221-70 du CGCT, de procéder à la mise à disposition de ce budget, d'une avance de trésorerie d'un montant de 600 000€ le 10 juillet 2014.

Il est à noter que cette avance, réalisée par le budget principal, sera remboursée au plus tard le 31 décembre 2014.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission des Finances en date du 12 juin 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir adopter la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 47 voix pour, 16 abstentions : BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 26 juin 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.